

ASSEMBLÉE NATIONALE

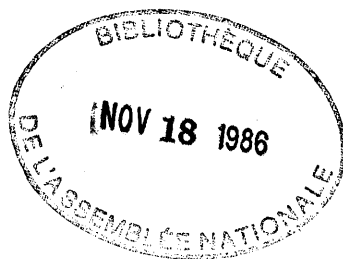
PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 146

Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles

Présentation



**Présenté par
M. Michel Pagé
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**

**Éditeur officiel du Québec
1986**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'abolir la Régie des grains du Québec et de confier à la Régie des marchés agricoles du Québec l'administration de la Loi sur les grains.

Il a également pour objet de modifier la composition de la Régie des marchés agricoles du Québec en portant de sept à huit le nombre de régisseurs et de deux à trois le nombre de vice-présidents.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur les grains (L.R.Q., chapitre G-1.1);
- Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35).

Projet de loi 146

Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi sur les grains (L.R.Q., chapitre G-1.1) est modifié par l'addition, après la définition de «producteur», de la suivante:

«« Régie »: la Régie des marchés agricoles du Québec, établie par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35). ».

2. L'intitulé de la section II de cette loi est remplacé par le suivant:

«FONCTIONS DE LA RÉGIE».

3. L'article 2 de cette loi est abrogé.

4. Les articles 5 à 22 de cette loi sont abrogés.

5. L'article 26 de cette loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

«Les membres du personnel de la Régie doivent prêter leur assistance pour la rédaction d'une demande de permis à toute personne qui le requiert. ».

6. L'article 28 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **28.** La Régie délivre le permis au nom du requérant; elle peut l'assujettir à toute restriction établie par règlement qu'elle inscrit au permis.

Elle peut, sur demande, délivrer un duplicata de ce permis. ».

7. L'article 39 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 2° du premier alinéa, du suivant:

« 3° ne respecte pas une restriction inscrite au permis. ».

8. L'article 58 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 9° du premier alinéa, des mots « la procédure applicable devant la Régie, »;

2° par la suppression du paragraphe 11°. ».

9. L'article 4 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35) est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

« La Régie est également chargée d'exercer les fonctions et pouvoirs qui lui sont attribués en vertu d'autres lois. ».

10. L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **6.** La Régie est composée d'au plus huit régisseurs, dont un président et trois vice-présidents, nommés par le gouvernement pour une période d'au plus dix ans. ».

11. Les sommes mises à la disposition de la Régie des grains du Québec, pour les fins de l'application de la Loi sur les grains, sont mises à la disposition de la Régie des marchés agricoles du Québec selon que le détermine le gouvernement.

12. La Régie des marchés agricoles du Québec acquiert les droits de la Régie des grains du Québec et en assume les obligations.

Les procédures dans lesquelles est partie la Régie des grains du Québec sont continuées, sans reprise d'instance, par la Régie des marchés agricoles du Québec.

13. Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Régie des grains du Québec, en fonction le (*indiquer ici le jour précédent celui*

de l'entrée en vigueur de la présente loi), deviennent, sans autre formalité, des fonctionnaires et employés de la Régie des marchés agricoles du Québec.

14. Les affaires pendantes à la Régie des grains du Québec sont continuées et décidées par la Régie des marchés agricoles du Québec.

15. Les dossiers et les documents de la Régie des grains du Québec deviennent les dossiers et les documents de la Régie des marchés agricoles du Québec.

16. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.